



Ce n'est pas la révolte en elle-même qui est noble, mais ce qu'elle exige. A Camus

semaine 51 - 2018

Du 17 au 23/12

C'est l'histoire de France qu'on écrit

Jean-Luc Mélenchon, période gilet jaune

Notre erreur, c'est d'avoir été probablement trop intelligents, trop subtils

Gilles Le Gendre, patron LREM



Bonnes fêtes



UN ETAT POLICIER !

Des voyageurs empêchés de monter dans des trains par la force publique, des cars interdits de circuler par la force publique, des manifestants interdits de manifester par la force publique : la police du président Macron n'est plus au service de l'ordre républicain qui autorise le droit de manifester, mais au service de l'Etat maastrichien dont l'ordre libéral est menacé par les « gilets jaunes », c'est une milice. Je gage que ce rôle ne lui plaît pas totalement... Il y a peu de chances que l'on puisse disposer de ce genre d'informations sur le service public, qui joue désormais clairement un rôle de police politique...

Extrait de *Techniques du coup d'Etat*, article de Michel Onfray, *Marianne* 20/12/18

Michel Onfray a reçu des informations de la part des internautes sur la présence et l'attitude des forces de police sur les grands axes de communication et dans les gares.

Nouvelles manifestations des gilets dans toute la France le 15 décembre. Il y aurait au moins 31.000 manifestants en région, selon le ministère de l'Intérieur à la mi-journée, et 2 200 à Paris. On comptait 199 blocages, contre 297 la semaine passée. La plus grande concentration de gilets jaunes a eu lieu non pas à Paris mais à Bordeaux où 4500 personnes sont descendues dans la rue. Alors essoufflement ? Pas sûr du tout.

Au rang des revendications - sur le niveau de vie notamment -, les gilets jaunes viennent d'ajouter le référendum d'initiative citoyenne (RIC) dont les modalités restent à définir mais dont l'exemple vient de Suisse, pays de la votation exemplaire. De timides exemples, à l'initiative de maires, ont vu le jour dans quelques villes de France.

Certes, Emmanuel Macron a « apporté des réponses » sur le pouvoir d'achat, estime François Bayrou, « mais il y a beaucoup d'autres questions », alerte le maire de Pau, citant « le sentiment qu'ont les manifestants qu'il y a une très grande partie des Français qui ne sont pas pris en compte ».

Je t'aime, moi aussi. Nicolas Sarkozy représentait la France à la cérémonie d'investiture de la nouvelle présidente de Géorgie, Salomé Zourabichvili en raison de ses liens étroits avec ce pays. Ce que confirme l'Élysée qui l'a mandaté.

Il faut bien dire que Sarko se démène et enchaîne les conférences car, comme l'avoue un de ses proches : « *Il se fait payer très cher, il faut qu'il existe. S'il est à la maison à s'occuper de sa fille, ça ne marche pas.* » Il se la joue à l'américaine car aime-t-il à dire « *Américains et Européens doivent s'unir, sinon c'est tout notre modèle de civilisation qui sera balayé* ». Il a vu ça où, la Pythie du 16^e arrondissement ?

On se marre ! A peine élu à la tête des Républicains, que Laurent Wauquiez clamait « *la droite est de retour* ». Un an plus tard, les barons du parti attendent toujours et commencent à sérieusement s'impatienter voire à douter : sondages en berne, inaudible dans l'opinion et l'affaire des gilets jaunes malgré la dégringolade de Macron, ça commence à faire beaucoup.

Plusieurs grandes entreprises se sont rendues à l'Élysée la semaine dernière, acceptant de joindre leurs forces à celles de l'exécutif pour calmer le mouvement de mobilisation générale des Gilets jaunes. Cap Gemini, Sanofi, Danone, Orange, la SCNF, EDF ont répondu à l'appel. Et parmi les internationales qui comptent une grande part de salariés en France, Manpower et Coca Cola.

Nicolas Dupont-Aignan affiche une très bonne santé politique. Le dernier baromètre Ipsos-Le Point est sans appel : en hausse de 6 points d'opinions favorables (25 %), le président de Debout la France est le seul chef de l'opposition à connaître une embellie significative, il passe de la 24^e à la 13^e place des leaders politiques préférés des Français.

Bilan politique provisoire de la saison « Gilets jaunes » sur le marigot politique : Marine Le Pen a fait une bonne affaire ou plutôt son mouvement le Rassemblement national. Nicolas Dupont-Aignan a mouillé la chemise sur les ronds-points et devrait en toucher les bénéficiaires aux européennes, Les Insoumis de Méchançon ont été à la remorque. Le cirque Mélenchon n'a pas pris. Sarkozy a trouvé l'oreille de Macron. La belle affaire !

Les écolos, toutes tendances confondues ont été inaudibles, Hollande a bien tenté de se raccrocher aux wagons sans grand résultat ; les socialistes du camarade Olivier Faure sont totalement marginalisés, quant aux Républicains, il semble bien que Laurent Wauquiez ait été totalement dépassé.

Prévoyant, le Rassemblement national (ex-FN) commence à investir virtuellement des candidats dans chaque circonscription en cas d'élections législatives anticipées. Beaucoup des anciens candidats de 2017 ont quitté le parti pour suivre Philippon.

Louis de Bourbon, duc d'Anjou, 44 ans, descendant de Louis XIV et prétendant à la couronne de France, vient, dans un long communiqué d'exprimer son soutien au peuple et de dire sa solidarité avec les « *légitimes aspirations* » des Gilets jaunes.

20 459 : c'est, selon les parlementaires de la commission des Lois du Sénat, le nombre exact de fiches S en cette fin d'année 2018 (contre 1432 en 2014). Le « S » signifie « sûreté de l'Etat » et vise des djihadistes avérés, des salafistes aux activités suspectes mais aussi des casseurs, des zadistes ou des militants d'extrême droite. Outil de renseignement et de surveillance, la fiche S doit demeurer confidentielle.

Les mesures annoncées par Macron pour calmer les revendications des gilets jaunes est un vrai casse-tête chinois pour le gouvernement et Bercy. Ainsi la pseudo abolition de la CSG pour les retraités touchant moins de 2 000€.

En fait, leur taux va repasser de 8,3% à 6,6% en 2019. Le petit souci, c'est que les 3,8 millions de retraités concernés vont d'abord continuer par payer plein pot la hausse de la CSG pendant plusieurs mois l'année prochaine ! « *Au plus tard jusqu'au 1^{er} juillet et, ensuite, ils seront remboursés. Il y aura un très gros chèque ou un virement* », a déclaré Muriel Pénicaud.

Idem de l'augmentation du smic à 100 € qui ne sera en fait que de 90 €. Car la revalorisation du smic qui entrera en vigueur début janvier, de 1,5 % soit 16 € net, fait que la hausse dépassera les 100 € pour un célibataire sans enfant.

Idem de la prime d'activité dans les faits, tous les salariés que veut cibler Emmanuel Macron ne seront pas touchés par la mesure, à cause des règles de calcul. « *45 % des smicards en sont exclus* », selon des chiffres de l'Assemblée nationale. Bref, va y avoir du sport. Allez, le combat continue, camarades !

Le gouvernement propose une prime exceptionnelle de 300 euros aux forces de l'ordre mobilisées pour faire face au mouvement des Gilets jaunes, selon un amendement déposé mardi dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2019.

Une partie des mesures annoncées par le gouvernement pour répondre à la crise des « gilets jaunes » devaient être abandonnées, en raison de l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant. Soit une économie escomptée de 130 M€. Mais devant le bronca lancée par les députés LREM, Matignon s'est empressé de rétablir les mesures annoncées par le président.

Donc : Extension du chèque énergie, relèvement du barème kilométrique, doublement de la prime à la conversion pour les gros rouleurs, baisse du coût du permis de conduire, meilleure valorisation de la prime à la conversion des chaudières et chèque carburant défiscalisé, ils sauvent tous leur peau !

Elysée

Ismael Emelien, qui est le conseiller politique d'Emmanuel Macron et a le privilège d'occuper le bureau voisin de celui du président, est de plus en plus en froid avec Brigitte Macron. Celle-ci lui reproche aussi bien l'affaire Benalla que l'isolement du président, qui a nourri le mouvement des Gilets jaunes.

Emmanuel Macron, lors de son allocution officielle de 13 minutes, à aucun instant, il n'a cité le mouvement des Gilets jaunes. Pour le chef de l'Etat, ce que l'on ne nomme pas, n'existe pas. Ca promet.

Alexis Kohler, secrétaire général de l'Elysée est fortement critiqué pour sa gestion des gilets jaunes. Par ailleurs affaibli par une enquête judiciaire concernant ses liens avec l'entreprise MSC Croisières, il pourrait gicler. Un nom circule, Nicolas Revel, actuellement DG de la Cnam, ex-dir.cab de Bertrand Delanoë.

Le chef de l'Etat serait déterminé à mettre au pas les « bureaucrates » et les « technocrates », accusés d'édulcorer ses réformes et de chercher à torpiller les mesures de

pouvoir d'achat qu'il a annoncées pour répondre aux Gilets jaunes. « *Il a parfaitement compris qu'il est emmené dans le mur par les technos* », assure un fidèle.

Les menaces très directes contre le président, et contre son épouse, sont prises au sérieux. Des enquêtes ont été diligentées. Emmanuel Macron, lui, assure ne pas en être affecté, et compte retourner au contact le plus possible. Il envisage même de mener des meetings pour mobiliser ses partisans.

Gouvernement

Le gouvernement est confronté à une équation budgétaire complexe : intégrer *in extremis* le plan annoncé par le chef de l'État. Ces mesures, qui s'élèvent à 10 milliards d'euros, doivent trouver leur compensation dans un équilibre financier déjà difficile à trouver.

Pour le premier ministre, Edouard Phiippe, notre fiscalité est le résultat d'une sédimentation incroyable de mécanismes, de niches, de barèmes, etc., qui se sont accumulés au fil des ans. D'où la difficulté à le simplifier.

Le gouvernement a demandé à Engie de prendre des mesures pour éviter une augmentation de ses tarifs réglementés du gaz jusqu'à la fin du mois de juin 2019.

Mission de Bruno Le Maire : rassurer la Commission européenne de Bruxelles alors que les déficits publics français vont grimper en 2019 pour atteindre 3,2% du PIB - contre 2,8% en 2018 - du fait de la crise des « gilets jaunes » et des quelque dix milliards d'euros consentis par l'exécutif pour tenter de venir à bout des colères. A Bruxelles, tout se négocie.

Le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé le lancement d'une plate-forme permettant aux enseignants de signaler des incidents racistes ou antisémites. Elle est calquée sur celle déjà existante destinée à signaler les atteintes à la laïcité.

Institutions

Le projet de loi qui doit porter les annonces de Macron a trouvé son rapporteur : le député de l'Isère, Olivier Véran. Le neurologue est aussi le rapporteur de la commission des affaires sociales et du budget de la Sécurité sociale.

Alors que la police multiplie les arrestations, les magistrats qui interviennent en aval commencent à saturer. Mais un magistrat parisien l'avoue : « *Il y a encore eu 144 gardes à vue de plus ce samedi 15 décembre. Même si les comparutions immédiates ont été nombreuses depuis le début du mouvement, nombre d'affaires ont dû être renvoyées à des dates ultérieures, en janvier, février, mars, ce qui ne fait qu'accroître un stock de dossiers déjà considérable.* »

Le Conseil départemental de Loire-Atlantique a voté lundi contre le rattachement du département à la Bretagne – une question récemment soulevée par une pétition – mais s'est prononcé pour l'organisation d'un référendum décisionnel sur le sujet dans les deux régions concernées.

Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale est furibard : « *Lorsque j'entends Geoffroy Roux de Bézieux vouloir la hausse du smic et demander à l'Etat de la financer seul, je me dis que les irresponsables ne sont pas que politiques.* »

Paris fortement endetté. Merci Hidalgo. La dette a bondi de 80% depuis 2013 pour s'établir à 6,5 Mds€ fin 2019 et devrait dépasser largement les 7 Mds€ à la fin de la mandature

d'Hidalgo. Ce n'est pas tout, les intérêts à payer vont augmenter de 50% d'ici 2021 et le capital à rembourser doubler à partir de 2030.

Divers

Le vent du boulet est passé très près. Mais finalement, les chefs d'entreprise ont réussi à éviter de se voir imposer des mesures trop drastiques pour financer le plan de redistribution sociale du chef de l'Etat.

« Même si nous ne sommes pas responsables de cette crise, nous sommes prêts à participer à sa résolution et à partager les efforts avec l'Etat », indique Geoffroy Roux de Bézieux, patron du Medef.

La presse chargée de suivre les déplacements d'Emmanuel Macron est dans le collimateur du Groupe de sécurité de la présidence de la République. Motif invoqué? *« Ils courent partout et ne respectent pas les consignes. »* Onze fonctionnaires ont donc été appelés en renfort.

Une lourde amende pour une pratique devenue inacceptable en France : l'ex-député LR Alain Marsaud a été condamné à un an de prison avec sursis et 300.000 euros d'amende pour avoir rémunéré sa fille pour un emploi fictif de collaborateur parlementaire. Pour avoir *« détourné des fonds publics »*, l'ancien magistrat, retraité, a aussi écopé de trois ans d'inéligibilité.

Tambouille macronésienne

Concernant le RIC (référendum d'initiative citoyenne), la majorité a les deux pieds sur le frein et multiplie les mises en garde face aux risques qu'il comporte. Et d'arguer un possible retour de la peine de mort. Bref, pour certains le RIC c'est la boîte de Pandore.

Aurait-on la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'abolition de la peine de mort ou le mariage pour tous avec les RIC ? Je ne suis pas sûr qu'un dispositif qui peut générer du populisme soit source de progrès », s'interroge le député LREM Sacha Houlié qui colle le populisme a toutes les sauces.

Alors que le mouvement des gilets jaunes provoque depuis plus d'un mois une crise affaiblissant Emmanuel Macron, le parti du chef de l'Etat espère que ce mouvement protestataire sera capable de se structurer politiquement afin de présenter une liste aux prochaines élections européennes. Et d'affaiblir ainsi Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

Les dirigeants de La République en marche (LRM) ont décidé de mettre la thématique sociale au cœur de leur campagne des européennes. *« Si on ne traite pas les sujets sociaux, on n'y arrivera pas, met en garde un proche du chef de l'Etat. La question centrale de l'élection sera celle de la protection. »*

En vue des élections européennes du 26 mai, le « pôle Europe » du mouvement présidentiel va s'installer dans un nouveau QG, à quelques pas du siège du parti, rue du Quatre-Septembre, dans le 2^{ème} arrondissement de Paris. *« Pas sûr que ce soit le QG de campagne définitif »,* prévient un cadre, précisant que les équipes dédiées à la campagne avaient besoin d'un nouveau local, faute d'espace suffisant au siège.

Mardi, une dépêche AFP apprend que le gouvernement ne reprend pas certains des coups de pouce financiers qui accompagnent la hausse des taxes sur les carburants. Aussitôt plusieurs députés Marcheurs, à des postes clés au sein des grandes commissions

parlementaires, contactent les cabinets ministériels pour faire changer de pied leurs conseillers. Matignon finit par céder. Une première chez ces godillots !

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI et très proche de LREM, conduira sa propre liste aux élections européennes. La constitution d'une telle liste met fin à l'idée d'une seule et unique liste pro-Europe défendue par Macron autour de la majorité.

Le député de Haute-Garonne Sébastien Nadot a été exclu, à l'unanimité, du groupe LREM de l'Assemblée après avoir voté contre le projet de budget 2019. Une première chez les Marcheurs.

Pour la jeune députée LREM Bénédicte Peyrol, membre de la commission des [finances à l'Assemblée, « il faut remettre à plat tout [notre] système fiscal » et revoir les tranches de l'impôt pour que la répartition se fasse mieux.

Droite

Pour Valérie Pécresse, Nicolas Dupont-Aignan est « *un énorme caillou dans la chaussure* ». Le président de Debout la France est, selon elle, toujours sous-estimé. « *Les européennes, c'est son élection. On pourrait bien finir derrière lui* », estime la présidente LR de la Région Île-de-France.

Selon Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, « *ce qui tient Emmanuel Macron, ce sont les institutions* » : « *La Ve République, c'est un exosquelette. C'est l'homme politique en réalité augmentée.* »

Selon Bernard Debré, l'ex-député de Paris, Laurent Wauquiez n'imprime plus, « *il serait temps qu'on ait quelqu'un d'autre* » pour diriger le parti. Et de se marrer que Wauquiez ait déguisé le conseil municipal du Puy-en-Velay en gilets jaunes.

Tout ce que compte l'échiquier politique de partisans d'une « union des droites » - ou presque - s'est réuni dans le 6^{ème} arrondissement de Paris, pour fêter Noël au profit de l'association SOS Chrétiens d'Orient. Parmi les 200 convives conviés par le Cercle Audace, le collectif Racines d'avenir et le syndicat la Cocarde étudiante : Nicolas Dupont-Aignan, Charles Millon, Jacques de Guillebon, directeur du magazine *l'Incorrect*, et Marion Maréchal. Résultat ? Bof !

Une bonne équipe de Pieds nickelés. François Baroin, Hervé Morin et Dominique. Bussereau sont devenus inséparables et unis face au gouvernement pour défendre les collectivités locales. Ils ont décidé de présenter leurs vœux ensemble avec un quatrième larron, Gérard Larcher, le patron du Sénat.

Gauche

Si Wauquiez est aux abonnés absents, tel n'est pas le cas de Mélenchon. Il est sur tous les fronts... médiatiques pour rappeler que « *70 % des revendications des gilets jaunes se retrouvent dans (son) programme* » et le retour de l'ISF. Il dénonce la mesure phare d'une hausse du Smic - « *qui n'en est pas une* » - et la prime de fin d'année demandée aux entreprises pour leurs salariés qui n'est pas une obligation.

Démagogie quand tu nous tiens ! Des représentants du mouvement des gilets jaunes figureront sur la liste du Parti communiste pour les élections européennes de mai 2019, a annoncé le nouveau secrétaire national du parti, Fabien Roussel. Pas difficile, les mecs sont déjà cocos et affublés d'un gilet !

Ségolène Royal, dont on se demande bien quel jeu elle joue, a rencontré deux fois Raphaël Glucksmann pour discuter des élections européennes. Mais son verdict est sans appel : « *Il est aussi embrouillé qu'un apparatchik du PS* ». C'est dire. Rappelons que ledit Glucksmann a monté un bazar d'intellos de gauche baptisé Place publique.

Ca coince à gauche avec le discours du député Insoumis François Ruffin qui a défendu le référendum d'initiative citoyenne (RIC) devant les journalistes à l'Assemblée nationale. Car notre homme a aussi rendu hommage à Etienne Chouard, qui a parlé du RIC bien avant les gilets jaunes, et qui fut un temps proche d'Alain Soral. Inutile de préciser que les branleurs de Libération sont montés au créneau.

Société

Vous comptiez vous barrer au Canada, pays à l'affût de migrants européens. Evitez, ce pays est un mirage. Pauvreté de la gastronomie, billets d'avion onéreux, distances géographiques importantes, forfaits téléphoniques et Internet hors de prix, gens peu accueillants, mais surtout dès qu'on cherche un emploi avec des responsabilités, c'est la croix et la bannière. Et un climat épouvantable. 16% des immigrants quittent ce pays au bout de cinq ans.

Les flics s'en mêlent. Le syndicat Alliance a demandé lundi « *à tous les policiers de France de ne sortir que sur appel* » mercredi 19/12, sous le mot d'ordre « *fermons les commissariats !* », afin d'obtenir du gouvernement de meilleures conditions de travail et de rémunération.

Sophie Crozier, neurologue, chef de service à La Pitié-Salpêtrière, membre du Comité consultatif national d'éthique, n'est pas une va-en-guerre. Mais elle a décidé de prendre la parole. « *Je ne sais pas si c'est trop tard, mais nous sommes arrivés à un point insupportable. (...) Alors que les lits de l'unité neurovasculaire sont encore insuffisants pour admettre tous les patients victimes d'AVC (seuls 50% y ont accès), nous sommes obligés d'en fermer régulièrement depuis le mois de mai du fait d'un manque chronique et répété de personnel soignant.* »

Et de poursuivre : « *Nos cadres infirmiers vivent un cauchemar quotidien pour trouver du personnel, appliquent des règles absurdes auxquelles ils n'adhèrent pas, et finissent par accepter des situations dégradées. Ils n'ont plus du tout le temps d'assurer leur travail d'encadrement ni d'aider et soutenir leurs équipes en grandes difficultés...* »

« *Aujourd'hui, nous abîmons nos hôpitaux, nous abîmons les gens, et je ne peux me résigner à voir l'hôpital couler ainsi... Et là, je parle de la Pitié-Salpêtrière, qui est un des fleurons des hôpitaux de France. Savez-vous que pour tout le groupe hospitalier, il y a des jours où il y a seulement une infirmière intérimaire ?* » La mère Buzyn, ministre de son état, marche à côté de ses pompes. Pour elle, tout va bien madame la marquise !

L'Eglise catholique a enregistré, sur les trois premiers trimestres de 2018, une baisse significative – environ 5 % – des dons au Denier de l'Eglise, qui constituent la principale ressource des diocèses. En cause, selon les évêques, la suppression de l'ISF (plus besoin de défiscaliser), le passage au prélèvement à la source et les inquiétudes sur la situation sociale et économique. Une solution : faire la manche !

Le nombre d'agressions déclarées par les sapeurs-pompiers en intervention a continué de grimper en 2017, de 23 % après 17,6 % en 2016, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Si ces violences restent relativement rares (2.813 pompiers agressés sur 4,7 millions d'interventions), leur hausse continue, nourrie par un nombre croissant d'agresseurs en détresse sociale, drogués ou alcoolisés.

Au 1^{er} janvier 2018, 12 100 médecins libéraux ou ayant une activité mixte poursuivent une activité professionnelle tout en percevant une pension de retraite et bénéficient ainsi du dispositif "cumul emploi-retraite", selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES).

Faits divers

La Cour des Comptes vient de publier un rapport sur la Banque de France. Elle y épingle notamment l'achat par la Banque de France d'un tableau signé Rembrandt et appartenant à une branche de la famille Rothschild.

En 2015, la Banque de France a conclu l'achat de ce tableau pour la modique somme de 80 millions d'euros. Mais comme le mécénat bénéficie d'une réduction fiscale à 90%, c'est le fisc qui a perdu dans l'affaire la bagatelle de 72 millions d'euros.

Un moine bouddhiste, Karma Tshojay, 56 ans d'origine bhoutanaise, a été condamné par la cour d'assises de Saône-et-Loire à douze ans de réclusion criminelle pour des viols et agressions sexuelles, notamment sur mineurs, dont certains remontent aux années 1990. Les curés cathos se sentiront moins seuls !

Rokhaya Diallo est noire, ce qui en soi n'est pas un crime. Sauf qu'elle est complètement allumée/illuminée dans un stérile combat où elle discerne du racisme partout. Elle est ainsi partie en guerre contre « *la compresse située au centre des pansements [qui] est blanche* ». Elle vient de partir en guerre contre les lunettes, pensées pour le nez des Blancs et non des nègres et des asiatiques qui l'ont plus épaté. On frise le crime contre l'humanité.

Immigration / islam

Environ 150 personnes, en majorité originaires d'Afrique subsaharienne, franchissent chaque jour, depuis l'été, la frontière franco-espagnole au Pays basque. Et, ces derniers mois, 6 000 migrants ont été refoulés de la France vers l'Espagne. La plupart sont jeunes, francophones et disent avoir des points de chute dans l'Hexagone.

Un Etat membre ne peut imposer aux opérateurs de transport par autocar des contrôles de passeport et de titres de séjour sur des lignes transfrontalières, a décidé la Cour de justice de l'Union européenne, précisant « *que le code frontières Schengen s'y oppose* ».

Le Conseil d'administration de la Fondation pour l'islam de France a désigné, à l'unanimité moins une voix, M. Ghaleb Bencheikh, pour succéder à l'ancien ministre Jean-Pierre Chevènement dont le mandat de deux ans arrivait à échéance.

Né en 1960, ce physicien et islamologue, fils d'Abbas Bencheikh El Hocine, qui fut notamment recteur de la Grande Mosquée de Paris de 1982 à 1989, est producteur et animateur de l'émission « culture d'Islam » sur France culture, et présentateur de l'émission Islam sur France Télévisions.

Le Défenseur des droits Jacques Toubon a demandé au gouvernement d'abandonner le projet de décret relatif à la mise en œuvre du fichier national biométrique des mineurs non accompagnés, prévu par l'article 51 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie. Toubon, piège à c...

En avril 2018, la Cour des comptes s'alarmait du coût de l'accueil et de l'hébergement des réfugiés en France. Elle chiffrait le coût global de l'asile aux alentours de 2 milliards d'euros par an pour environ 66.000 demandes faites en 2013.

En cause notamment le scandale des mineurs non accompagnés. Ces "Mineurs non accompagnés" se présentent comme âgés de 15 à 18 ans, avec la quantité d'abus que l'on sait de jeunes hommes qui ont en réalité largement dépassé cet âge. La plupart (95 %) sont des garçons et 70 % viennent d'Afrique, en particulier d'Afrique de l'Ouest francophone, où il n'y a pas de guerre. C'est donc bien une immigration économique et illégale massive.

Ecologie/ Sciences

86% des poissons vendus en supermarché, d'après UFC-Que choisir, sont pêchés selon des méthodes qui ne respectent pas la biodiversité, notamment l'utilisation du chalut, de loin la plus destructrice mais aussi la plus fréquente. C'est surtout les mentions des zones de pêche qui déclenchent la colère des ONG de consommateurs comme de défense de l'environnement.

La 24^e Conférence mondiale sur le climat (COP24) s'est achevée en Pologne, à l'issue de quinze jours de négociations marathon. Près de 200 pays ont mis sur les rails l'accord de Paris sur le climat de 2015, mais sans définir de nouveaux objectifs de réduction des émissions de CO².

L'effet mécanique de la croissance sur la consommation de charbon est plus fort que les engagements climatiques et la montée en puissance des énergies renouvelables : « *Après deux années de baisse, la demande globale de charbon a crû de 1 % l'an dernier* », indique l'Agence internationale de l'énergie dans son rapport annuel sur le charbon. La part du charbon dans la production d'électricité est restée stable l'an dernier, à 38%.

Stupeur et tremblement. Nourris durant six mois avec les maïs OGM Mon810 et NK603, un groupe de rats n'a présenté aucune altération pathologique et aucun effet sur leur santé. L'étude a été pilotée par l'Inra avec la participation de l'Inserm.

Des chercheurs chinois ont créé une race de porcs génétiquement modifiés résistant mieux à la peste porcine, qui tue des millions de bêtes chaque année. Pour obtenir ce résultat encourageant, ils ont utilisé les célèbres ciseaux moléculaires CRISPR/Cas9.

Actuellement, la biodiversité européenne est menacée de déstabilisation par l'acclimatation de 66 espèces exotiques végétales et animales. Celles-ci sont susceptibles d'accaparer la place d'espèces autochtones.

Economie

On se marre. Antoine Arnault, fils de Bernard, responsable de la com du groupe LVMH, est aussi le fondateur d'une société d'investissement, Marbeuf Capital, qui n'a fait qu'une seule opération : lever 28 M\$ pour la société Agricoool qui fait pousser des fraises bio dans des containers ! Avec comme investisseurs Henri Seydoux, Xavier Niel et Jacques-Antoine Granjeon !

Clara Gaymard, énarque et femme de l'homme politique Hervé, a investi via son fonds Raise Ventures (avec Gonzague de Blignières) dans une startup, Bergamotte, qui a pour principale activité la livraison de fleurs et de plantes en moins de 2 heures à Paris et dès le lendemain en province. Après la grande diplomatie, le plancher des vaches !

Ce sont deux jeunes polytechniciens - sans aucune expérience en entreprise - qui sont en pointe chez Elliott sur le dossier Pernod-Ricard. Ils sont cornaqués au quotidien par Alain Minc, qui serait assuré d'une rémunération de 2 millions de dollars afin de travailler sur ce dossier. Alexandre Ricard s'est immédiatement adjoint les conseils de Lazard et le soutien de René Proglia (Morgan Stanley), Patricia Barbizet et Anne Méaux.

La pression fiscale sur les entreprises en France a baissé de deux points entre 2016 et 2017 (le pays passant ainsi du 56e au 55e rang au niveau mondial) mais est restée la plus élevée de l'OCDE, selon une étude publiée par le cabinet PwC et réalisée avec la Banque mondiale.

La petite barre de chocolat Toblerone est désormais halal ! C'est ce que révèle la presse germanique. La société américaine Mondelez, propriétaire de Toblerone, a fait certifier son site de production à Berne-Brünn. La recette originale n'a pas été modifiée, mais les ingrédients et la production ont été adaptés. La raison de ce changement serait la vente de Toblerone à l'export, environ 97%.

Lâcheté », « mensonge » : Bruno Le Maire n'a pas eu de mots assez durs pour dénoncer la décision du groupe Ford de fermer son usine de Blanquefort, spécialisée dans les boîtes de vitesses. Une « trahison » qui va entraîner le licenciement des 850 salariés du site.

L'aciérie Ascoval à Saint-Saulve, près de Valenciennes (Nord) est sauvée. La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg (Bas-Rhin) a validé la reprise du site par le groupe franco-belge Altifort, seul candidat à la reprise. « Ascoval et ses 281 salariés sont sauvés ! » s'est réjoui le PDG du site, Cédric Orban.

Culture/ médias

L'édition originale de *Du côté de chez Swann* de Marcel Proust, portant le n°1 et offert par Proust à Lucien Daudet a été vendu chez Sotheby's pour la modique somme de 1,51 million d'euros. Il provenait de la bibliothèque de Pierre Bergé dispersée aux enchères à Drouot.

Michel Houellebecq a défendu bec et ongles l'action du président américain, Donald Trump, dans un entretien au magazine *Harper's*. L'écrivain estime que « *Donald Trump est un des meilleurs présidents américains* » qu'il ait « *jamais vus* ». Pour le prix Goncourt 2010, le milliardaire républicain « *défend les intérêts des travailleurs américains* ».

L'hémorragie continue à *l'Express*. Gérard Andrieu, rédac chef société rejoint l'hebdomadaire *Marianne*, Alexandre Sulzer, en charge de l'extrême droite repart au *Parisien* et Lisa Venturi, rédac chef adjointe, quitte le journal. Leur départ s'inscrit dans un contexte difficile pour l'hebdomadaire.

En raison de la politique d'économie demandée à France Télévisions, Delphine Ernotte, sa patronne, risque fort de n'avoir plus les moyens de retransmettre les grands événements sportifs comme les JO, voir le tour de France. Raison pour laquelle, la députée Perrine Goulet propose dans un rapport d'autoriser de nouveau la publicité après 20h sur les chaînes publiques.

La gestion des œuvres sociales du Comité inter-entreprise de l'audiovisuel public (CIORTF), qui regroupe France télévisions, Radio France, l'Institut national de l'audiovisuel (INA), etc., va faire l'objet d'un signalement de la Cour des comptes au parquet de Paris, en vertu de l'article 40 du code pénal.

Longtemps dirigé par la CGT- allié à FO de 2012 à 2014 -, le CIORTF fonctionne depuis quatre ans avec des élus des syndicats CFDT, UNSA, CFE-CGC et SUD. Ce dossier tombe

au plus mal pour Delphine Ernotte, PDG de France télévisions, à la recherche d'une majorité syndicale pour négocier début 2019 un accord d'entreprise

Le 4 janvier, sortira chez Flammarion le nouveau Michel Houellebecq, intitulé *Sérotonine*. 347 pages et une mise en place de 320 000 exemplaires. Soumission avait dépassé les 800 000 exemplaires. Autant dire que notre homme n'est pas à la rue.

Le groupe de presse spécialisée dans les domaines de la collection militaire (Uniformes, Gazette des armes) la défense (Opérations spéciales) voit la famille Sorlot, fondatrice de la société, céder ses parts majoritaires à son directeur général et gérant Laurent Berrafato, qui détient 49 % de Régi'Arm depuis 2013, et prendra 100 % du capital au premier trimestre 2019.

Les pertes du Parisien ayant atteint un niveau très préoccupant, le groupe LVMH, son actionnaire unique via la holding UFIPAR, vient de procéder à son renflouement pour 80 millions d'euros. Ce soutien financier tient compte des pertes potentielles pour 2018 et 2019.

Europe

Angleterre. Bisbilles entre la Première ministre britannique, Theresa May, et son prédécesseur Tony Blair. L'actuelle chef de gouvernement a accusé l'ancien leader travailliste d'« insulter » le peuple britannique et de chercher à « saper » le Brexit en appelant à un second référendum, ce qu'elle rejette. La Première ministre britannique a finalement obtenu la confiance d'une majorité de députés conservateurs.

Theresa May a sèchement rejeté les appels qui se multiplient au Royaume-Uni pour un second référendum sur le Brexit, perçu comme une possible solution à l'impasse politique découlant de l'hostilité envers l'accord de divorce conclu avec Bruxelles.

C'était l'un des objectifs du Brexit, contrôler l'immigration. Theresa May a présenté son plan. Les ressortissants de l'UE, accusés de « *resquiller dans la queue* » pour venir au Royaume-Uni perdront tout traitement préférentiel. Ce qui devrait réduire leurs arrivées de 80%.

Sauf que les membres de l'UE ont déjà pris des mesures. Le chiffre est même désormais négatif pour les ressortissants de pays de l'Est (Pologne, Lituanie, Slovaquie...). Ce « *Brexode* » touche aussi les Français, les Allemands ou les Italiens installés au Royaume-Uni. Pas sûr que les British fassent une bonne affaire.

Allemagne. Une loi sur l'immigration des travailleurs qualifiés a été adoptée lors du dernier conseil des ministres. Avec ce projet de loi, l'Allemagne tente de réglementer l'accueil des personnes originaires des pays hors de l'Union européenne, censés venir combler son manque de main-d'œuvre. Selon une étude de l'Institut du marché du travail, 1,24 million d'emplois n'étaient pas pourvus en novembre.

D'après une étude de l'Agence fédérale pour l'emploi, le pays aura besoin chaque année, et jusqu'en 2050, de 400 000 travailleurs originaires de pays hors UE pour faire face au vieillissement de ses actifs. Avec ce projet de loi, l'Allemagne, où vit déjà une personne sur six née à l'étranger, accepte officiellement de se considérer comme une terre d'immigration. Très mauvaise nouvelle. Autant voter la disparition de l'Allemagne.

Belgique. Le Premier ministre belge Charles Michel a annoncé mardi soir la démission de son gouvernement de centre droit, neuf jours après le départ des ministres nationalistes

flamands qui s'opposaient à ce que la Belgique soutienne le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dit «pacte de Marrakech».

Hongrie. Décidé à « rechristianiser » la Hongrie, Viktor Orban encourage l'Église à reprendre la gestion des établissements jusque-là confiés à des collectivités locales. Le propre fils du premier ministre est devenu prêcheur pentecôtiste dans le mouvement religieux Felhaz, « la maison », qu'il a créé.

Islande. Quatre députés accusent l'Islandaise de 42 ans, Bara Hallsdottir, d'avoir terni leur réputation, en enregistrant à leur insu, le 20 novembre, une vidéo de leur conversation dans le bar Klaustur, au centre de la capitale de l'île.

Pendant trois heures, six membres du Parlement, l'Althing, y tiennent des propos sexistes, ironisent sur le mouvement #metoo et se moquent d'une ancienne députée, handicapée physique, en fauteuil roulant. Transmise à plusieurs médias, la vidéo est devenue virale en quelques heures, provoquant un scandale national.

Pologne. La France est « l'homme malade de l'Europe » et ses problèmes causent du tort à l'Union européenne, a affirmé le ministre polonais des Affaires étrangères, Jacek Czaputowicz, en évoquant le mouvement des « gilets jaunes » et l'attentat djihadiste de Strasbourg qui a fait cinq morts, dont un Polonais.

Russie. La Russie a annoncé avoir construit quatre nouveaux casernements pour ses troupes et vouloir construire des bâtiments pour des véhicules blindés dans les îles Kouriles méridionales, un territoire revendiqué par le Japon.

La polémique montait lundi en Russie après l'élection locale remportée la veille, avec 62 % des voix, par le candidat du pouvoir dans la région Primorié, en Extrême-Orient. Le principal candidat d'opposition a été écarté après une première élection annulée en septembre, décision inédite, par la commission fédérale, à la suite de la découverte de fraudes massives au profit du candidat du Kremlin.

«L'objectif est simple : freiner la montée en puissance» de la Russie, a martelé Poutine jeudi lors de son quatorzième face-à-face de l'année avec la presse. Il a aussi annoncé un ambitieux plan de croissance économique pour «occuper la cinquième place mondiale».

International

Etats-Unis. « Nous avons vaincu le groupe Etat islamique en Syrie, la seule raison pour moi pour laquelle nous étions présents pendant la présidence Trump.» C'est par ce tweet, publié mercredi, que Donald Trump a annoncé le retrait des forces américaines de l'est de la Syrie.

Environ 2 000 soldats américains, essentiellement des forces spéciales, sont déployés dans cette région contrôlée par les Kurdes. L'annonce a fait bondir jusque dans les rangs républicains. Ce retrait aura lieu dans les 60 à 100 jours à venir. Sauf que pour le sénateur Lindsey Graham, cela constitue une victoire pour l'Etat islamique, l'Iran, Bachar al-Assad et la Russie.

Qui sont les Gilets jaunes ?

Un collectif de chercheurs (70 universitaires) a effectué une étude détaillée qui s'appuie sur 166 questionnaires distribués sur des ronds-points et lors de manifestations.

S'il n'y a pas de portrait-type des manifestants puisque ce mouvement est très hétérogène dans sa composition, il ressort de cette enquête nombre de caractéristiques significatives parmi lesquelles :

Une forte représentation des employés soit 45% des actifs présents, suivis des artisans, commerçants et chefs d'entreprises (14%) et des retraités (25%).

- Des manifestants d'âge moyen : 45 ans, majoritairement et également répartis autour de cette moyenne dans les tranches 36-49 ans et 50-64 ans.

- Une mixité générale composée d'hommes à 55% et de femmes à 45%, mais ce dernier chiffre est largement plus élevé au sein des catégories populaires. Surtout, soulignent les chercheurs, l'absence de leaders institués a permis une prise de parole beaucoup plus large, et nouvelle, des femmes, au sein d'un mouvement hétéroclite.

- Des mobilisés aux revenus modestes : le premier motif de mobilisation invoqué par les gens interrogés tient au pouvoir d'achat. Les mois de mois calamiteuses et l'idée de ne pas pouvoir "s'offrir le moindre plaisir" sont très présentes dans les réponses. La moitié émanant de gens non imposables, avec un revenu médian inférieur de 30% au revenu médian national. Mais sans qu'on puisse dire pour autant que le mouvement des "gilets jaunes" est un mouvement des plus démunis : parmi les questionnaires recueillis, seulement 10% ont un revenu inférieur à 800 euros par mois.

- Enfin, 2 personnes sur 166 ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux questions posées. On est très loin d'un mouvement fomenté et instrumentalisé par l'extrême-droite, comme se sont plus à l'affirmer des membres du gouvernement et un certain nombre de médias.

En résumé, cette révolte est bien celle des classes populaires et des « petites » classes moyennes où les principales revendications sont celles d'une plus grande justice fiscale et sociale avec une meilleure répartition des richesses, une considération et un respect accrus de la part de la classe dirigeante et enfin un maintien des services publics dans les zones rurales.

Autant de revendications qui seraient prises en compte et suivies de changements politico-économiques profonds dans un pays souverain mais qui resteront ignorées à cause de notre appartenance aux carcans de l'UE et de la zone euro. Il va rapidement falloir remédier à cela.

Sites à consulter

TVLibertés

quand cet imbécile de Richard Ferrand insulte la Suisse

le progrès et la sexualité font-ils bon ménage ?

Journée de lecture

Où Nestor Burma rencontre l'Aristo, par Michel Marmin, Auda Isarn, 102 p., 16€

Michel Marmin a bien connu Léo Mallet qui à sa mort, en 1996, lui a légué son Journal Secret, édité au Fleuve noir. Et Michel Marmin, qui a une culture encyclopédique et une bonne connaissance du monde du polar, a eu la bonne idée de faire se rencontrer Burma avec un autre grand auteur, André Hélène, créateur de la série l'Aristo. Une excellente introduction à ces deux grandes figures du polar français.

A commander ICI

ou à commander chez l'éditeur, BP 90825 – 31008 Toulouse cedex 6.

La fin de l'homme Blanc, par Martin Peltier, éditions DIE, 320 p., 32€

L'auteur nous offre un formidable roman historique qui se développe dans les décors des années 1900, où l'appétit de vivre, le raffinement d'un incroyable progrès scientifique et technique, masquaient mal les terribles conflits qui agitaient la France, l'Europe et le monde.

A commander à DIE, 24, Le Fay 36170 Parnac